

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 19 (2025)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : ralentissement de la croissance à 4,9 % en glissement annuel au T1 2025
- ❖ Singapour : signature d'un accord commercial numérique avec l'UE
- ❖ Vietnam : parmi les six pays priorités par l'administration Trump pour un accord commercial

LE CHIFFRE À RETENIR

+21 %

Croissance des
exportations
chinoises vers
l'ASEAN en avril

Région

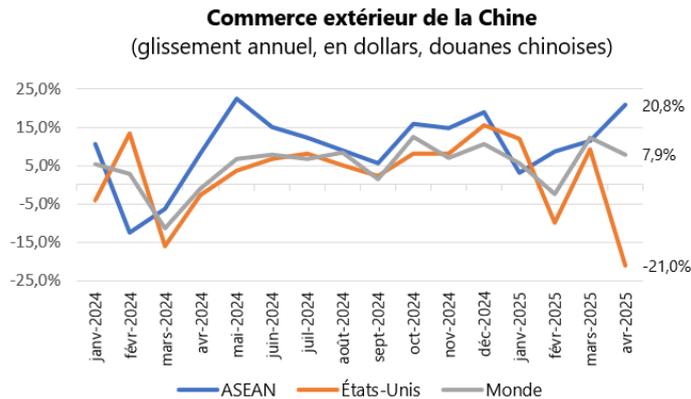
Industrie : contraction de l'activité et érosion de la confiance sur fond de tensions commerciales

En avril 2025, le secteur manufacturier de l'ASEAN a enregistré une nette détérioration de ses conditions d'activité, affecté par le ralentissement des échanges mondiaux et l'instauration de nouvelles barrières tarifaires. L'indice PMI manufacturier S&P Global ASEAN est tombé à 48,7, contre 50,8 en mars, repassant en zone de contraction pour la première fois depuis décembre 2023 et atteignant son plus bas niveau depuis août 2021. Les deux principales composantes de l'indice, les nouvelles commandes et la production, ont connu leur plus forte baisse en 44 mois, interrompant des séquences de croissance de 13 et 6 mois respectivement. Ce recul de la demande est attribuable à l'incertitude commerciale mondiale, notamment liée à l'imposition par les États-Unis de nouveaux droits de douane, qui a pesé sur les carnets de commandes à l'exportation. Enfin, la confiance des entreprises sur les perspectives à un an a chuté à son plus bas niveau depuis juillet 2020.

PMI manufacturier	S2-2024	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25
ASEAN	50,9	50,4	51,5	50,8	48,7
Indonésie	49,6	51,9	53,6	52,4	46,7
Malaisie	49,4	48,7	49,7	48,8	48,6
Philippines	52,8	52,3	51	49,4	53
Thaïlande	51,1	49,6	50,6	49,9	49,5
Vietnam	51	48,9	49,2	50,5	45,6

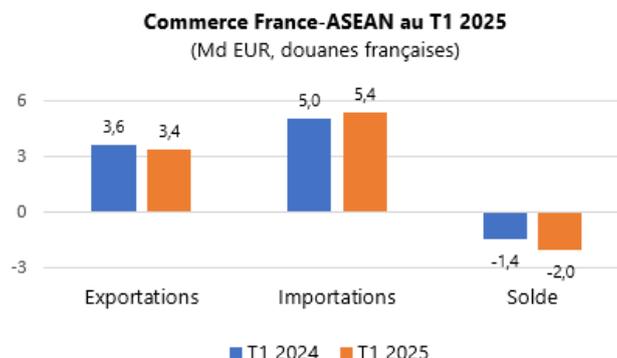
Exportations chinoises redirigées vers l'ASEAN

En avril, les exportations chinoises vers les États-Unis ont chuté de 21 %, témoignant des premiers effets des tensions commerciales, après l'imposition par Donald Trump de droits de douane de 145 % sur les biens importés de Chine. En revanche, les exportations chinoises vers l'ASEAN (+21 %) et vers l'Europe (+8 %), ses principaux partenaires commerciaux, ont fortement augmenté, compensant partiellement cette baisse. Plus globalement, l'économie chinoise a montré une résilience supérieure aux attentes, avec des exportations totales en hausse de 8 % sur un an, contre +2 % anticipé par le panel interrogé par Reuters. À noter que ces chiffres paraissent à la veille d'une rencontre entre hauts responsables économiques américains et chinois en Suisse, nourrissant l'espoir d'une désescalade.



Dégradation du solde commercial de la France avec l'ASEAN au premier trimestre 2025

Selon les premières données des douanes françaises, au T1 2025, le solde commercial de la France avec l'ASEAN s'est détérioré à -2 Md EUR, en recul de 595 M EUR par rapport à la même période en 2024. Cette évolution résulte d'une baisse de 6,7 % des exportations, à 3,4 Md EUR tandis que les importations progressent de 7,1 %, atteignant 5,4 Md EUR. Le volume des échanges reste stable à 8,7 Md EUR (+1,3 %). La dégradation du solde est principalement tirée par l'aggravation du déficit bilatéral avec le Vietnam, passé de -1,4 Md EUR à -1,7 Md EUR, malgré une amélioration de l'excédent avec Singapour (+1,3 Md EUR, contre +1,1 Md EUR), liée à une chute marquée des importations (-37,9 %). Par secteur, l'aéronautique reste bien orientée (+12,8 %), ainsi que l'électronique (+19,1 %), tandis que les exportations de produits de luxe et de consommation reculent nettement : -18,6 % pour les parfums et cosmétiques, -33,0 % pour le cuir et la maroquinerie, -14,9 % pour l'habillement. À l'import, les hausses les plus marquées concernent les ordinateurs et périphériques (+64,7 %), les machines industrielles (+28,1 %) et les produits textiles (+14,0 %). Pour rappel, les données trimestrielles sont plus volatiles que celles annuelles : la France avait enregistré en 2024 un déficit commercial de 6,4 Md EUR avec l'ASEAN.



Indonésie

Croissance en berne au T1 2025 à 4,9 %

Au premier trimestre 2025, la croissance économique de l'Indonésie a ralenti à 4,87 % en g.a, contre 5,02 % au T1 2024, son rythme le plus faible depuis le T3 2021, lors de la pandémie de COVID-19, selon les données publiées par l'agence nationale de statistique (BPS). Ce ralentissement est notamment attribué à la réduction des dépenses publiques (-1,4 %), dans un contexte de mise en œuvre des politiques d'efficacité budgétaire (cf. Brèves semaine 8). L'investissement fixe, freiné par les incertitudes mondiales et des taux d'intérêt élevés, n'a crû que de 2,1 %, et la consommation des ménages — principal moteur de l'économie — reste atone (+ 4,9 %, représentant 54,5 % du PIB au T1 2025, contre 54,9 % au T1 2024). Dans ce contexte, plusieurs économistes appellent à une réponse budgétaire plus ambitieuse pour soutenir la demande intérieure et rassurer les investisseurs. Par secteurs, la croissance a été principalement soutenue par l'agriculture (1,1 %), l'industrie manufacturière (0,9 %) et le commerce (0,7 %). En revanche, le secteur minier a reculé de 1,2 % en raison de la baisse de la demande de charbon et de lignite et de la chute des prix mondiaux des matières premières. Pour rappel, le FMI et la Banque mondiale ont revu leurs prévisions de croissance à 4,7 % pour l'année 2025.

PMI manufacturier : chute à 46,7 en avril

En avril 2025, l'indice PMI manufacturier de l'Indonésie, publié par S&P Global, a chuté à 46,7, signalant une contraction du secteur pour la première fois depuis cinq mois, et sa pire performance depuis août 2021 pendant la crise de COVID-19 (43,7). Ce recul, par rapport au niveau de 52,4 enregistré en mars, dû à une baisse des commandes et des volumes de production, reflète une baisse de la confiance des industriels, exacerbée par les incertitudes liées aux tensions commerciales mondiales et à l'afflux de produits importés sur le marché domestique. Par ailleurs, les entreprises préfèrent puiser dans leurs stocks d'intrants et de produits finis pour satisfaire les commandes, réduisant ainsi volontairement leurs niveaux de stocks. Le porte-parole du ministère de l'Industrie a indiqué observer une posture attentiste chez les industriels, qui espèrent des mesures gouvernementales plus claires et ambitieuses pour renforcer la compétitivité du secteur manufacturier national. Cette contraction place l'Indonésie parmi les pays asiatiques les plus touchés, avec la Thaïlande et la Malaisie, dont les indices sont sous la barre des 50.

Baisse des réserves de change en avril 2025

Fin avril, les réserves de change officielles s'établissaient à 152,5 Md USD, en recul par rapport aux 157,1 Md USD enregistrés en mars (-2,9 % en g.m.), marquant la baisse la plus importante depuis mai 2023. Cette diminution s'explique notamment par les remboursements de la dette extérieure et les mesures de stabilisation de la roupie mises en place par la Banque d'Indonésie, face aux tensions mondiales liées aux tarifs réciproques annoncés par les États-Unis le 2 avril (cf. Brèves semaine 14). La pression sur la roupie a ainsi diminué récemment, avec une appréciation de 2,8 % de la roupie par rapport au dollar par rapport au début du mois, après un creux historique début avril. Les réserves de change du pays représentent 6,4 mois d'importations, au-dessus du seuil de référence international de trois mois.

Malaisie

Un plan pour protéger l'économie face à la menace d'une hausse des droits de douane américains

Une session extraordinaire du Parlement sur les droits de douanes américains s'est tenue le 5 mai à la suite de l'entretien entre le ministre de l'Investissement, du Commerce et de l'Industrie (MITI) malaisien et le Secrétaire au commerce américain le 24 avril à Washington. Le Premier ministre a présenté lors de cette séance son plan destiné à préserver la stabilité économique de la Malaisie dans ce contexte. La stratégie vise en premier lieu à faciliter les négociations avec les autorités américaines par la poursuite d'achats stratégiques ou d'importations en provenance du pays, à l'exemple, cité par le Premier ministre, du contrat signé par Malaysia Airlines avec Boeing le 21 mars pour l'acquisition de 30 appareils avec une option pour 30 avions supplémentaires. L'accès des exportateurs et des investisseurs américains au marché malaisien dans des domaines tels que l'agriculture, les finances et le numérique sera facilité par une rationalisation des procédures et un renforcement de la protection de la propriété intellectuelle dans des secteurs stratégiques comme les microprocesseurs de dernière génération. Dans le même temps, le MITI a annoncé la recentralisation à son niveau à partir du 6 mai de la délivrance des certificats d'origine pour les biens exportés aux Etats-Unis, dont une partie était déléguée jusqu'alors à des organismes agréés. Par ailleurs, le plan prévoit quelques mesures de soutien à l'économie dont les plus significatives sont l'allocation de 355 M USD pour des garanties financières et des facilités de prêts pour les PME et le relèvement du seuil de dispense d'appel d'offres pour les marchés publics de travaux, de 236 M USD à 709 M USD.

Fin du contrôle du prix des œufs

Le ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire a annoncé le 30 avril la fin du contrôle des prix introduite en 2022 pour certaines catégories d'œufs. Les subventions compensatoires versées à ce titre aux éleveurs sont réduites de moitié (de 0,02 USD à 0,01 USD par œuf) avant d'être supprimées à partir du 1^{er} août 2025. Cette mesure doit permettre la réalisation d'une économie budgétaire d'environ 300 M USD/an. Elle s'inscrit dans la démarche de révision du système des prix subventionnés initiée par le gouvernement à partir de 2023 pour l'électricité, le diesel et la viande de poulet afin de réduire le déficit budgétaire et la dette fédérale. La prochaine étape devrait être le retrait des subventions pour l'essence sans plomb SP95 pour 15 % de la population annoncé pour mi-2025.

Tensions autour des opérations de Petronas dans le secteur du gaz au Sarawak

Le ministre des Services publics et des Télécommunications de l'Etat fédéré de Sarawak a adressé le 30 avril un avis de mise demeure à Petronas Carigali, la filiale exploration et production de la compagnie pétrolière nationale Petronas. Cette dernière est accusée d'enfreindre la législation locale sur la distribution de gaz et est sommée d'obtenir un permis pour opérer son terminal pétrolier de Miri sous 21 jours, sous peine de sanctions financières. Ce nouveau litige intervient alors que la conclusion d'un accord entre Petronas et la société Petros, détenue par l'Etat fédéré, qui doit confier à cette dernière le rôle d'agrégateur unique pour le gaz pour le Sarawak, semblait en cours de finalisation.

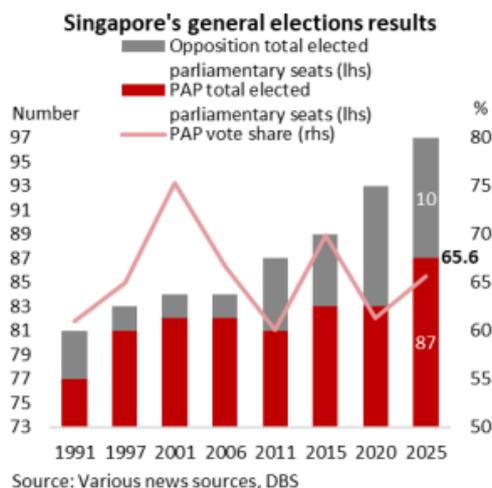
Singapour

L'Union européenne et Singapour signent un accord bilatéral sur le commerce numérique

Singapour et l'Union européenne ont signé le 7 mai 2025 un accord bilatéral sur le commerce numérique (EUSDTA), visant à encadrer les flux de données transfrontaliers, apporter une sécurité juridique aux entreprises, tout en s'attaquant aux obstacles injustifiés au commerce numérique. Conclu par la Ministre en charge des relations commerciales Grace Fu et le Commissaire européen Maros Sefcovic, cet accord constitue le premier du genre entre l'UE et un pays de l'ASEAN. Il prévoit notamment l'interdiction des exigences de localisation des données, la reconnaissance mutuelle des cadres de protection des données personnelles, et la suppression des droits de douane sur les transmissions électroniques. L'EUSDTA promeut aussi l'interopérabilité des systèmes de facturation électronique et de paiements numériques via des normes internationales, tout en renforçant la coopération en cybersécurité. Les PME bénéficieront d'un meilleur accès aux données publiques et d'un soutien à la numérisation.

Le Parti de l'Action Populaire (PAP) conserve une large majorité aux élections générales de 2025

Le Parti de l'Action Populaire (PAP), au pouvoir depuis 1959, a remporté 87 des 97 sièges parlementaires, obtenant 65,6 % des voix, contre 61,2 % lors des élections de 2020. Cette victoire confirme la confiance du public dans le leadership du Premier ministre Lawrence Wong et dans la gestion gouvernementale face à un environnement économique mondial de plus en plus complexe. Bien que l'opposition, menée par le Workers' Party, ait intensifié ses efforts, elle n'a pas réussi à accroître son influence, conservant ses 10 sièges au parlement. Le gouvernement devra concilier des mesures économiques de court terme avec les priorités de long terme liées à la croissance et à l'évolution des besoins sociaux.



Mobilisation des investisseurs mondiaux autour de la finance climatique lors de l'Ecosperity Week

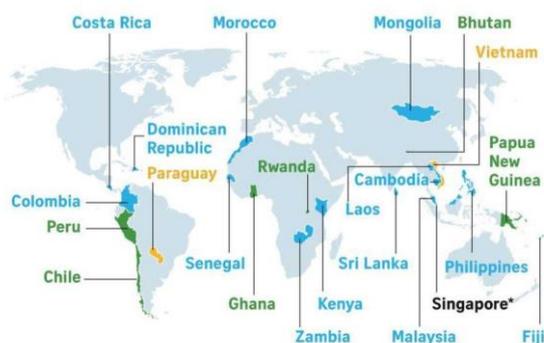
À l'occasion de l'Ecosperity Week (5-8 mai), conférence annuelle sur la durabilité organisée par Temasek, Singapour a réaffirmé son engagement climatique en mettant en avant des initiatives de financement vert à destination de l'Asie. Le gouvernement a annoncé le déploiement prochain de 500 M USD en capital concessionnel dans le cadre de l'initiative Fast-P (Financing Asia's Transition Partnership), déjà annoncé lors de la COP 29, visant à catalyser jusqu'à 5 Md USD d'investissements publics et privés dans les infrastructures d'énergie propre et les secteurs à fortes émissions comme l'acier et le ciment. Le développement d'outils de « finance mixte » (blended finance), la promotion de l'interconnexion électrique régionale et la mise en place de standards pour la gestion des risques climatiques et de la nature dans les institutions financières ont également été mis en avant.

Nouvel accord signé avec le Rwanda pour l'achat de crédits carbone

Singapour a signé le 6 mai 2025 un accord d'application avec le Rwanda, son sixième partenariat bilatéral depuis fin 2023 dans le cadre de l'article 6 de l'accord de Paris, qui encadre le commerce international de crédits carbone. Pour rappel, ce mécanisme permet au pays d'acheter des crédits générés par des projets de réduction ou de séquestration des émissions dans des pays partenaires pour compenser une partie de ses propres émissions. Singapour prévoit d'utiliser des crédits carbone de haute qualité pour compenser jusqu'à 2,5 millions de tonnes d'émissions annuelles entre 2021 et 2030, afin d'atteindre son objectif de 60 millions de tonnes d'émissions nettes en 2030, contre un niveau projeté de 62,5 millions. Les crédits peuvent être acquis par l'État ou par des entreprises soumises à la taxe carbone, dans la limite de 5 % de leurs émissions imposables. En parallèle, Singapour poursuit des négociations avec plus de 15 pays, dont la Malaisie, les Philippines et le Sri Lanka, bien qu'aucun accord n'ait encore été signé avec des pays d'Asie du Sud-Est.

Trading carbon for climate

Singapore is collaborating with more than 20 countries on the bilateral trade of carbon credits. This will pave the way for companies in the Republic to buy carbon credits from projects in those countries to offset part of their carbon tax.



Vietnam

Croissance dynamique malgré un commerce global sous la menace des droits de douanes américains

Selon le département des statistiques vietnamien (GSO), l'indice de la production industrielle (IPI) a enregistré une hausse de 8,4 % sur les quatre premiers mois de l'année en glissement annuel (g.a.) et les ventes au détail de marchandises et de services de 9,9 %. Durant cette période, les échanges commerciaux du Vietnam ont atteint 276,9 Md USD, en hausse de 15,7 % en g.a. La balance commerciale a été excédentaire de 3,8 Md USD avec 140,3 Md USD d'exportations, en hausse de 13 % en g.a. et 136,6 Md USD d'importations, en hausse de 18,6 %. Les Etats-Unis restent le premier client du Vietnam avec 43,4 Md USD (30,9 % du total des exportations vietnamiennes), chiffre en hausse de 25,1 % en g.a. Le taux d'inflation a augmenté en avril pour atteindre 3,1 % en g.a., soit +3,2 % sur les 4 mois (objectif du gouvernement : 5 %). Pour rappel, au premier trimestre 2025, le PIB vietnamien a enregistré une croissance de 6,9 %, son taux le plus dynamique sur la période depuis 2019.

Le Vietnam serait parmi les six pays priorisés par l'administration Trump pour un accord commercial

Alors que l'administration Trump menace depuis avril d'imposer des droits de douane « réciproques » à hauteur de 46 % sur les importations vietnamiennes vers les Etats-Unis (destination d'environ 30 % du total des exportations vietnamiennes en 2024), le Vietnam cherche à négocier un accord avec les Etats-Unis afin de ramener ces taux à un niveau comparable à la moyenne régionale. Selon la presse américaine, plus de 70 pays négocieraient actuellement avec l'administration Trump en vue de finaliser un accord d'ici la fin du moratoire de 90 jours décrété le 9 avril. Et, selon le Premier Ministre vietnamien, Pham Minh Chinh, le Vietnam ferait partie des six pays priorisés par l'administration américaine pour mener à bien ces négociations. Une délégation vietnamienne s'est à nouveau rendue à Washington afin d'entamer un premier cycle de négociations devant débiter le 7 mai. En parallèle, le gouvernement vietnamien prévoit de publier prochainement deux décrets relatifs au contrôle des exportations et à l'inspection des certificats d'origine. Le contrôle des exportations de biens à double usage et de puces avancées depuis le Vietnam vers la Chine, ainsi que le transbordement via le Vietnam de biens produits en Chine constituent deux sources de préoccupations majeures de l'administration américaine.

Dépendance au charbon restant élevée sur les trois premiers mois de l'année

Selon la Direction générale des douanes, les importations de charbon au premier trimestre de cette année ont augmenté de 16,7 % par rapport à la même période de l'année dernière. Sur les trois premiers mois de l'année, le Vietnam a dépensé plus de 1,8 Md USD pour importer 17,27 M tonnes de charbon, notamment pour alimenter des centrales thermiques. Le combustible est principalement importé d'Indonésie, d'Australie et de Russie, la qualité du charbon vietnamien étant insuffisante pour l'exploitation des centrales. Pour contexte, un rapport récent de l'Université des

Sciences et Technologies de Hanoï a mis en évidence une hausse de 3,2 % de la pollution liée à la production d'électricité au Vietnam en 2024 par rapport à 2023, une augmentation principalement due à la progression de 17,7 % de la part du charbon, qui représente désormais 49,5 % de l'électricité produite dans le pays. La dernière version de la planification énergétique nationale estimait que la part du charbon dans la capacité installée totale est de 19,4 %, et a pour objectif de la réduire pour atteindre 14,8 % d'ici 2030 et une complète transition des centrales vers l'utilisation de nouveaux combustibles d'ici 2050.

Thaïlande

Première réunion du comité national pour l'IA dévoilant les directions d'une stratégie nationale

Présidée par la Première ministre Paetongtarn le 1^{er} mai, la première réunion du Comité national pour l'intelligence artificielle a marqué le lancement d'un nouveau plan national, introduisant plusieurs évolutions par rapport à la stratégie 2022-2027. Ce comité, composé de représentants des secteurs public et privé — dont les ministères de l'Économie numérique et de l'Enseignement supérieur, la Digital Economy Promotion Agency (DEPA) et la National Innovation Agency — supervisera la mise en œuvre du plan. Le gouvernement soutiendra également la création d'un centre d'excellence chargé de coordonner les initiatives en matière d'IA à l'échelle nationale. Un investissement d'environ 500 Md THB (~15 Md USD), partagé entre financement public et privé, est prévu pour moderniser les infrastructures numériques des agences gouvernementales et numériser l'ensemble des outils d'ici 2026. Parmi les objectifs fixés : former au moins 90 000 professionnels de l'IA, 50 000 développeurs et sensibiliser 10 millions d'utilisateurs en deux ans. La Thaïlande ambitionne de devenir un pôle régional de l'IA, en ciblant des applications stratégiques dans la santé, le tourisme et l'agriculture. Le plan met également l'accent sur les investissements dans les centres de données, les services cloud, les systèmes de calcul haute performance et les plateformes open source.

Tourisme : priorité sur le marché chinois pour relancer les arrivées, revues à la baisse pour 2025

Face à la baisse des arrivées internationales (-0,2 % sur les quatre premiers mois de 2025) et au recul marqué du marché chinois (-30 %), l'Autorité du tourisme de Thaïlande (TAT) prépare un plan de relance de 3,5 Md THB (~100 M USD) dans le secteur. Trois axes sont privilégiés : un nouveau dispositif de cofinancement pour les voyageurs thaïlandais, des campagnes avec des agences de voyage en ligne à l'échelle mondiale, et désormais des subventions directes pour soutenir les vols charters en provenance de Chine. Ce rééquilibrage budgétaire vise à atteindre l'objectif de 3 000 Md THB (~90 Md USD) de recettes touristiques cette année, malgré une révision à la baisse du nombre de visiteurs étrangers à 35,5 millions (contre 39 millions initialement), qui devrait à nouveau être en dessous du record de 2019. Le sommet « Sawasdee Ni Hao », auquel assistera la Première ministre fin mai, rassemblera 500 représentants chinois — agences de voyages, médias et influenceurs — afin de

regagner la confiance des touristes chinois, de plus en plus attirés par le Vietnam ou le tourisme à l'intérieur de la Chine - en partie en raison de l'image dégradée de la Thaïlande après l'affaire médiatisée de l'enlèvement d'un acteur chinois par un scam center birman.

Prévisions de croissance à la baisse : une hausse autour de 2 % en 2025 pour la banque centrale

Le ministère des Finances a abaissé ses prévisions de croissance pour 2025 à 2,1 %, contre 3 % initialement, en raison du ralentissement économique mondial et des incertitudes liées aux droits de douane américains. Les exportations, moteur traditionnel de l'économie thaïlandaise, ne progresseraient que de 2,3 %, contre 4,4 % prévus auparavant. Dans ce contexte, le gouvernement souhaite accélérer le décaissement du budget 2025, ciblant un taux d'exécution global de 94,4 %, afin de stimuler l'activité économique. La consommation privée reste toutefois dynamique (+3,2 % attendus), soutenue par le pouvoir d'achat et le tourisme, dont le revenu par touriste est en hausse. Ce mouvement fait suite à la publication de révisions en baisse des prévisions de croissance pour la Thaïlande par plusieurs institutions ces dernières semaines : le FMI table sur une croissance de 1,8 % en 2025 tandis que la Banque de Thaïlande vise un scénario médian à 2 %. Les institutions soulignent les problèmes structurels du pays, en plus du contexte commercial international.

Philippines

Inflation à 1,4 % en avril, son niveau le plus bas depuis cinq ans

L'inflation a reculé à 1,4 % en glissement annuel en avril 2025, contre 1,8 % en mars et 3,8 % un an plus tôt, atteignant son plus bas niveau en 5 ans (65 mois). Ce ralentissement est principalement dû à la baisse des prix des denrées alimentaires, notamment du riz (-13,3 % en g.a.), et à la chute des prix des carburants (-12,4 % pour l'essence, -8,3 % pour le diesel). L'inflation demeure ainsi inférieure à la cible de 2-4 % de la Banque Centrale des Philippines (BSP) pour le neuvième mois consécutif, enregistrant une moyenne à 2 % sur les quatre premiers mois de l'année 2025. L'inflation sous-jacente demeure stable à 2,2 %.

Lancement du programme de riz à 20 PHP/kg

Le gouvernement philippin a lancé un programme de riz subventionné à 20 PHP/kg (~0,36 USD/kg), conformément à une promesse de campagne du président Marcos Jr. Le programme de riz subventionné, mis en œuvre par le Department of Agriculture, a débuté les 1^{er} et 2 mai 2025 à Cebu et dans plusieurs centres du réseau distribution sociale Kadiwa à Manille, avec une extension prévue à l'échelle nationale à partir de janvier 2026. Cette initiative permet aux ménages les plus défavorisés (en situation de handicaps, personnes âgés, parents célibataires) d'acheter jusqu'à 30 kg de riz par mois à prix réduit. L'objectif est de réduire les coûts en connectant directement producteurs et consommateurs, en limitant les intermédiaires. Le programme est prévu jusqu'en 2028 et devrait bénéficier à 15 M de personnes. À noter que le programme est suspendu temporairement pendant la période électorale, du 2 au 12 mai, conformément aux directives de la commission électorale afin d'éviter que le programme ne soit politisé ou utilisé pour faire campagne.

La BAsD approuve sa dernière tranche de financement de 1,45 Md USD pour le projet ferroviaire Malolos–Clark

La Banque Asiatique de Développement (BAsD) a approuvé le 16 avril la seconde et dernière tranche de 1,45 Md USD pour le financement du Malolos–Clark Railway Project (MCRP), segment de 53,1 km du North–South Commuter Railway (163 km), projet phare du gouvernement philippin visant à moderniser les transports de passagers entre le nord et le sud de Luzon. Ce financement porte à 2,75 Md USD le soutien total de la BAsD au MCRP. La ligne prévoit trois types de services (régulier, express, et liaison aéroportuaire vers Clark), et devrait contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et désengorger la région métropolitaine de Manille.

La concession de Meralco prolongée jusqu'en 2053

Le président Ferdinand Marcos Jr. a signé la loi prolongeant de 25 ans la concession de la Manila Electric Company (Meralco), principal distributeur privé d'électricité du pays, dont la concession actuelle devait expirer en 2028. Cette concession, accordée pour la première fois en 1903 et renouvelée pour 25 ans en 2003 suite à la loi EPIRA (Electric Power Industry Reform Act qui acte la libéralisation du marché de l'électricité), couvre la région métropolitaine de Manille et les provinces voisines. L'entreprise dessert environ 8 millions de clients et s'est engagée à investir 206 Md PHP (~3,7 Md USD) sur cinq ans pour moderniser son réseau, réduire les pertes, améliorer la fiabilité et accompagner le développement des véhicules électriques ainsi que des centres de données.

Cambodge

Commerce bilatéral en hausse de 8,3 % en 2024

Après un recul de 5,3 % en 2023, les échanges commerciaux franco-cambodgiens ont augmenté de 8,7 % à 1,5 Md€ en 2024, selon les statistiques de la douane française. Les exportations françaises vers le Cambodge ont baissé de 26,7 % à 125 M€, en partie liées à la baisse des exportations de produits pharmaceutiques (-16,9 %) et des produits de fonderie (-96,5 %). Dans le même temps, les importations françaises en provenance du Royaume ont crû de 13,8 % à 1,36 Md€, dépassant le niveau pré-Covid (1,07 Md€ en 2019). Cette progression s'explique avant tout par la hausse des importations françaises de textiles (+12,3 %) et de riz (+23,4 %). Le déficit commercial de la France avec le Cambodge s'est donc creusé de 1,02 Md à 1,23 Md€ en 2024. En termes d'investissement, avec un stock de 561 M€ à fin 2023, les investissements français représentent environ 1,3 % du stock d'IDE au Cambodge. Malgré cette part limitée, la France demeure le premier investisseur occidental au Cambodge, avec un réseau de plus de 400 entrepreneurs français, actifs dans l'hôtellerie, la restauration, mais aussi dans des secteurs clés comme la construction, l'énergie, la santé ou encore la finance.

Lutte contre les fraudes à l'origine ?

À partir du 12 mai, 126 catégories de produits exportés du Cambodge vers les États-Unis – allant du miel naturel aux équipements électroniques, y compris les panneaux solaires photovoltaïques – devront être accompagnées d'un certificat d'origine. L'obtention de ce certificat, gratuite, vise à prévenir les fraudes à l'origine. Les tensions commerciales et les droits anti-contournement imposés par les États-Unis sur les panneaux solaires photovoltaïques obligent le Cambodge à renforcer ses contrôles et la transparence dans l'application des règles commerciales. En 2017, le Cambodge a adopté une loi sur les mesures correctives commerciales qui encadre les mesures antidumping, compensatoires et de sauvegarde. Pour renforcer la mise en œuvre de cette législation, le Royaume a adopté en 2023 une loi sur les règles d'origine. En 2024, il a créé un comité national des mesures correctives commerciales, chargé de superviser la mise en œuvre de cette législation ; et de mener les enquêtes correspondantes. À ce jour, le Cambodge n'a ouvert aucune enquête et n'a adopté aucune ni droit antidumping ou compensatoire, ni sauvegarde.

Laos

Le Brunéi, marché d'avenir ?

Avec un PIB/habitant supérieur à 85 000 USD, juste derrière Singapour, le Brunéi est un pays riche. Sa petite taille ne lui permet pas de développer ses productions agricoles. Le Laos entend en tirer parti, souhaitant y développer ses exportations agricoles. À la suite de la visite au Brunéi d'une délégation officielle laotienne, plusieurs produits sont visés. Ainsi, riz, café, et fruits feraient l'objet d'exportations de petits volumes pour tester le marché. Des produits entrant dans l'alimentation animale seraient également concernés, tels le manioc ou le maïs. Les exportations de produits agricoles contribuent largement à la balance commerciale laotienne, au côté des produits miniers et de l'électricité. Le Brunéi, en sécurisant des approvisionnements d'un pays voisin, y trouverait aussi son compte.

Le barrage de trop ?

La Laos envisage la construction d'un nouveau barrage, sur le Mékong. Il s'agit d'un barrage au fil de l'eau, situé à Sanakham (province de Sayaboury), à 150 km au nord de Vientiane. D'une puissance projetée de 684 MW, c'est le 6^e projet de barrage sur le Mékong au Laos. Deux sont déjà en service (Sayaboury et Don Sahong) et un est bien avancé (Louang Prabang). Le Laos a saisi la Commission du Mékong de ce projet, à titre de consultation. Les opposants au projet – de l'autre côté de la frontière – s'inquiètent. Ils redoutent un risque accru d'inondations, des atteintes à l'agriculture et la pêche. Ils craignent une perte de biodiversité, notamment le poisson-chat géant du Mékong déjà classé comme espèce en danger ; une érosion des rives du fleuve encore et des dommages à deux sites touristiques thaïlandais. Ils demandent que l'impact du barrage soit bien étudié avant d'aller de l'avant. Ces arguments sont repris par la Thaïlande, qui a annoncé saisir le gouvernement laotien. C'est surtout la multiplication des projets sur le fleuve qui présente des risques cumulatifs. Pour mémoire, la Chine exploite 12 barrages sur le cours supérieur du Mékong...

Birmanie

Une nouvelle prolongation du cessez-le-feu pour faciliter l'aide humanitaire post-séisme

La junte militaire birmane a annoncé le 7 mai la prolongation jusqu'à fin mai d'un cessez-le-feu visant à faciliter les efforts de reconstruction après le séisme de magnitude 7,7 survenu le 28 mars, qui a fait au moins 3 800 morts et laissé 6,3 millions de personnes en besoin urgent d'assistance selon l'ONU. Ce troisième cessez-le-feu depuis la catastrophe est censé permettre la réparation des infrastructures publiques, logements et voies de transport endommagés.

Conjoncture mai 2025

DERNIÈRES PRÉVISIONS FMI

CROISSANCE	2024e	2025e	2026e	PIB 2024 (Mds USD)
ASEAN ▲	4,8%	▲ 4,1%	▲ 3,9%	3951
Indonésie ▲	5,0%	▲ 4,7%	▲ 4,7%	1396
Singapour ▲	4,4%	▲ 2,0%	▬ 1,9%	547
Thaïlande ▲	2,5%	▬ 1,8%	▬ 1,6%	526
Philippines ▲	5,7%	▲ 5,5%	▲ 5,8%	462
Vietnam ▲	7,1%	▲ 5,2%	▲ 4,0%	459
Malaisie ▲	5,1%	▲ 4,1%	▲ 3,8%	420
Birmanie ▼	-1,1%	▬ 1,9%	▲ 2,1%	61
Cambodge ▲	6,0%	▲ 4,0%	▲ 3,4%	47
Laos ▲	4,1%	▲ 2,5%	▲ 2,0%	15

PMI MANUFACTURIER	avr-25	mars-25	févr-25	janv-25	déc-24	nov-24	oct-24
ASEAN ●	48,7	● 50,8	● 51,5	● 50,4	● 50,7	● 50,8	● 50,5
Birmanie ●	45,4	● 49,8	● 48,5	● 47,4	● 50,4	● 49,8	● 48,4
Indonésie ●	46,7	● 52,4	● 53,6	● 51,9	● 51,2	● 49,6	● 49,2
Malaisie ●	48,6	● 48,8	● 49,7	● 48,7	● 48,6	● 49,2	● 49,5
Philippines ●	53,0	● 49,4	● 51,0	● 52,3	● 54,3	● 53,8	● 52,9
Singapour (Global) ●	52,8	● 52,7	● 51,0	● 49,9	● 51,5	● 53,9	● 55,5
Thaïlande ●	49,5	● 49,9	● 50,6	● 49,6	● 51,4	● 50,2	● 50,0
Vietnam ●	45,6	● 50,5	● 49,2	● 48,9	● 49,8	● 50,8	● 51,2

PIB TRIM. (g.a)	T1-25	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23
Indonésie ▲	4,9%	▲ 5,0%	▲ 4,9%	▲ 5,0%	▲ 5,1%	▲ 5,0%	▲ 4,9%
Malaisie		▲ 5,0%	▲ 5,4%	▲ 5,9%	▲ 4,2%	▲ 2,9%	▲ 3,1%
Philippines ▲	5,4%	▲ 5,3%	▲ 5,2%	▲ 6,5%	▲ 5,9%	▲ 5,5%	▲ 6,0%
Singapour ▲	3,8%	▲ 5,0%	▲ 5,7%	▲ 3,4%	▲ 3,2%	▲ 3,1%	▬ 1,9%
Thaïlande		▲ 3,2%	▲ 3,0%	▲ 2,3%	▬ 1,7%	▬ 1,8%	▬ 1,6%
Vietnam ▲	6,9%	▲ 7,6%	▲ 7,4%	▲ 7,3%	▲ 6,0%	▲ 6,8%	▲ 5,5%

CONSOMMATION (g.a)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Indonésie	4,9%	5,0%	4,7%	6,7%	4,5%	4,0%	5,9%
Malaisie	4,6%	4,8%	5,6%	5,1%	4,5%	4,3%	4,1%
Philippines	4,7%	5,2%	4,8%	4,7%	5,3%	5,1%	5,4%
Singapour	2,2%	6,4%	5,2%	5,6%	6,0%	2,1%	4,3%
Thaïlande	3,4%	3,3%	4,5%	6,6%	6,7%	7,4%	7,3%
Vietnam	6,6%	6,2%	5,8%	4,9%	3,5%	3,0%	2,7%

IPC / INFLATION (g.a)	avr-25	mars-25	févr-25	janv-25	déc-24	nov-24	oct-24
Indonésie	1,9%	1,0%	-0,1%	0,8%	1,6%	1,5%	1,7%
Laos	11,1%	11,2%	12,7%	15,5%	16,9%	18,3%	20,7%
Malaisie		1,4%	1,5%	1,7%	1,7%	1,8%	1,9%
Philippines	1,4%	1,8%	2,1%	2,9%	2,9%	2,5%	2,3%
Singapour		0,9%	0,9%	1,2%	1,5%	1,6%	1,2%
Thaïlande	-0,2%	0,8%	1,1%	1,3%	1,2%	0,9%	0,8%
Vietnam	3,1%	3,1%	2,9%	3,6%	2,9%	2,8%	2,9%

EXPORTATIONS (g.a, Md USD)	avr-25	mars-25	févr-25	janv-25	2024	2023	2022
Indonésie		3,2%	13,9%	4,6%	264,7	258,8	291,9
Malaisie		13,6%	13,9%	5,4%	330,4	313,0	352,1
Philippines		5,9%	4,8%	6,3%	73,3	73,6	79,6
Singapour		2,6%	5,3%	1,1%	504,7	475,5	515,0
Thaïlande		17,8%	14,0%	13,6%	300,5	285,1	287,4
Vietnam	19,8%	14,5%	25,7%	-4,0%	405,5	354,7	371,7

CPTE COURANT (% du PIB)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Cambodge		8,6%	-5,0%	4,0%	-0,8%	3,3%	3,9%
Indonésie	-0,3%	-0,6%	-0,9%	-0,8%	-0,4%	-0,4%	-0,7%
Malaisie	2,3%	0,4%	0,6%	3,5%	0,2%	1,8%	1,9%
Philippines	-3,5%	-4,7%	-5,1%	-1,9%	-0,8%	-2,2%	-4,3%
Singapour	15,3%	18,6%	17,5%	18,9%	14,7%	18,0%	18,4%
Thaïlande	3,0%	1,7%	0,9%	2,6%	2,8%	2,5%	-2,3%

CPTE FINANCIER (Md USD)	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23	T2-23
Cambodge	1,6	-0,5	0,4	-0,4	-0,4	-0,2	0,7
Indonésie	8,5	7,5	2,8	-2,4	10,8	-0,5	-4,5
Laos	0,1	0,1	-0,1	0,0	-0,2	0,2	0,1
Malaisie	-1,3	-1,7	3,6	-4,0	-4,3	3,9	-1,8
Philippines	-2,9	9,9	6,0	4,6	6,2	2,1	0,3
Singapour	29,3	13,0	18,7	4,9	8,7	12,8	5,6
Thaïlande	-9,2	0,6	-2,4	-5,1	-4,6	-6,2	-0,8
Vietnam	0,3	-2,1	-6,3	1,4	-1,6	-2,4	-2,7

signe + : entrées nettes

TAUX DE CHÔMAGE	T1-25	T4-24	T3-24	T2-24	T1-24	T4-23	T3-23
Malaisie	3,1%	3,2%	3,2%	3,2%	3,3%	3,3%	3,4%
Philippines	4,3%	3,9%	4,7%	4,0%	4,5%	4,2%	4,9%
Singapour	1,9%	1,7%	1,8%	2,4%	1,9%	1,8%	1,9%
Thaïlande		0,9%	1,0%	1,1%	1,0%	0,8%	1,0%
Vietnam	2,2%	2,2%	2,2%	2,3%	2,2%	2,3%	2,3%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	3,00%	1,75%	3,00%	5,75%	5,50%	10,00%	9,00%
Dernier changement	juin-23	avr-25	mai-23	janv-25	avr-25	mars-25	sept-24

TAUX DE CHANGE	30/4/25	1 mois	Ytd	1 an	2024	2023	2022
VND/USD	25571	1,3%	1,3%	2,0%	24 168	23 794	23 271
SGD/USD	1,31	-2,3%	-3,9%	-3,9%	1,34	1,34	1,38
IDR/USD	16787	1,2%	3,9%	3,3%	15 855	15 237	14 850
MYR/USD	4,32	-2,6%	-3,4%	-9,4%	4,57	4,56	4,40
THB/USD	33,41	-1,6%	-1,7%	-9,8%	35,28	34,78	35,05
PHP/USD	56,25	-2,5%	-3,0%	-2,5%	57,29	55,63	54,48

signe + : dépréciation

MARCHÉS FINANCIERS	1 mois	Ytd	1 an	3 ans	2024	2023	2022
MSCI AC ASEAN (Gross)	▲ 3,4%	■ 1,9%	▲ 15,6%	▲ 3,9%	▲ 12,4%	■ 0,8%	▼ -4,1%
S&P 500 (Price)	▼ -0,8%	▼ -5,3%	▲ 10,6%	▲ 10,5%	▲ 23,3%	▲ 24,2%	▼ -19,4%
Brent (USD/baril)	▼ -6,3%	▼ -7,8%	▼ -24,2%	▼ -34,8%	\$79,9	\$83,0	\$100,1

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr